

Stéphane Buffetaut

Septembre 2008



CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS

Les Dossiers du CNI

Union européenne et Géorgie : entre incohérence et impuissance

Stéphane Buffetaut

Président du CNI des Yvelines

Membre du CES européen

Ancien député européen

Après la reconnaissance par la Russie de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkazie, le sommet extraordinaire des vingt-sept Etats membres de l'Union européenne a apporté bien peu de choses à la résolution de la crise. "Le Caucase" accouché d'une souris et le report des négociations sur un nouveau partenariat avec la Russie n'a pas dû émouvoir beaucoup le Kremlin.

La mission de bons offices incombant au Président de la République relevait dès lors d'un périlleux exercice d'acrobatie diplomatique, quel que soit ses dons de persuasion et ses talents de séduction. Au demeurant l'on sait aujourd'hui que la rencontre avec le Président Medvedev fut des plus orageuses et que la Russie ne cédera rien sur l'Ossétie du Sud pas plus que sur l'Abkazie. En fait, si ce n'est en droit, voici la Géorgie amputée d'une partie du territoire qu'elle avait héritée de l'ex URSS.

Force est de reconnaître que celle-ci a été bien téméraire de lancer une offensive sur l'Ossétie du Sud en croyant que la Russie resterait passive ! Elle a au contraire sauté sur l'occasion qui lui était offerte. Les européens peuvent bien dénoncer la réaction « disproportionnée » de la Russie, il était très puéril de croire que celle-ci laisserait grignoter ses marges par des pouvoirs soutenus par les Etats-Unis, qui semblent vouloir reléguer la Russie dans les steppes asiatiques et l'éloigner d'un Caucase riche en ressources énergétiques.

De surcroît, l'Union européenne était assez malvenue de prétendre faire des leçons de morale internationale sur l'air de l'intégrité territoriale à la Russie, après le précédent du Kosovo. En reconnaissant de façon unilatérale l'indépendance de la province serbe, certains Etats membres, dont hélas la France, ont ouvert la boîte de Pandore et créé un précédent propre à déstabiliser bien des régions balkaniques et caucasiennes. Les Etats-Unis voulaient une base dans cette région des Balkans. Ils l'ont eue. Mais fallait-il pour cela que l'Europe leur emboîte le pas au profit d'un pouvoir albanais dont le moins que l'on puisse dire est que ses liens avec une certaine criminalité organisée ne sont pas clairs.

L'Union européenne se doit de réinventer des relations avec la Russie. Nous n'avons aucun intérêt, ni politique ni économique, à voir la Russie se replier sur elle-même dans une attitude dangereusement hostile, pas plus qu'à la voir créer un axe fort avec la Chine et l'Iran. Les Etats-Unis poursuivent maladroitement des objectifs de politique énergétique et semble considérer que le meilleur moyen de sécuriser leur accès aux ressources du Caucase et d'Asie centrale est d'affaiblir la Russie. L'intérêt de l'Union européenne est au contraire d'ancrer celle-ci en Europe plutôt que la repousser vers les immensités asiatiques. De part sa position géographique, au contact avec des

zones de grande instabilité politique et de convoitises énergétiques, elle peut au contraire être un élément stabilisateur, un verrou aux portes de l'Europe, voire un rempart pour un continent bien dangereusement exposé.

L'Union européenne s'aveugle sur les risques de conflits armés. Bien qu'elle voisine pourtant des zones parmi les plus instables et les plus dangereuses du monde, elle a renoncé à assurer elle-même sa propre sécurité et s'en est remise aux Etats-Unis. Il serait grand qu'elle tire les conséquences sur le plan militaire de sa proximité avec les principaux foyers d'instabilité politique de notre temps et qu'elle ne s'aliène pas une grande nation comme la Russie qui, n'ayons garde de l'oublier, appartient aussi au continent européen.